Selon Corrine Dufka, chercheuse principale en Afrique de l'ouest à 'Human Rights Watch' (HRW), qui est actuellement en mission au Mali, il y a eu des informations indiquant que des viols et violences sexuelles sont commis dans des villes et villages à travers la région.

"Nous sommes très préoccupés par ce qui semble être une augmentation drastique du ciblage et des sévices sexuels infligés aux femmes et filles par des groupes armés dans le nord", a déclaré Dufka à IPS.

"Depuis que les groupes rebelles ont consolidé leur contrôle du territoire du nord qu'ils appellent l'Azawad, 'Human Rights Watch' a enquêté sur beaucoup de cas de viol et plusieurs autres cas dans lesquels des filles et des femmes ont été enlevées de leurs maisons, villes et villages, et ont très probablement subi de sévices sexuels".

Dufka signale que la plupart des sévices ont été "perpétrés par des rebelles du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et à un degré plus bas par des milices arabes qui leur sont alliées".

Le MNLA est un terme générique donné aux groupes de Touaregs armés qui se sont rassemblés avec l'objectif déclaré d'administrer un Etat indépendant, l'Azawad.

Depuis que le colonisateur français a quitté la région en 1960, il y a eu plusieurs rébellions touarègues contre le gouvernement malien. Les soulèvements précédents ont fini par des négociations et la nomination de chefs rebelles à des postes d'Etat.

Toutefois, les rebelles disent que le gouvernement malien n'a pas réussi à tenir les promesses faites dans les négociations, et continuent d'exiger un Etat indépendant.

Cette fois-ci, armé d'un lourd arsenal d'armes laissées par les rébellions antérieures, et les

armes supplémentaires en provenance de la Libye au cours des dernières années, le MNLA a fait des avancées sans précédent. Ceci a été rendu plus facile par le coup d'Etat du 22 mars à Bamako, la capitale malienne, et le retrait ultérieur de l'armée nationale du nord.

Commentant les allégations formulées par HRW, le porte-parole du MNLA, Moussa Ag Assarid, actuellement dans la ville malienne de Gao, a nié que des hommes du MNLA se soient impliqués dans ces violences sexuelles. "Ces hommes ne sont pas du MNLA, mais d'autres hommes dans les parages", affirme Ag Assarid, s'exprimant au téléphone depuis Gao. Il a admis, cependant, que "nous ne pouvons pas contrôler tous les gens qui sont dans l'Azawad".

Bien que le MNLA ait déclaré un Etat indépendant le 6 avril, les habitants de la région affirment que le mouvement rebelle ne semble vraiment pas avoir le contrôle. "Un jour, un groupe armé vient en ville, puis le lendemain ce sera un autre; nous ne nous sentons pas très en sécurité", a indiqué à IPS au téléphone, un habitant de Gao qui a préféré garder l'anonymat.

Depuis le début du conflit, plusieurs groupes armés islamistes ont émergé dans la région, accentuant les inquiétudes par rapport à l'avenir des droits des femmes.

Un groupe, Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali, un éminent leader dans les soulèvements touaregs précédents, a commencé à tenter d'appliquer la charia (loi islamique) dans le nord. Peu après son entrée à Tombouctou, Ag Ghali a annoncé les croyances du groupe à la radio.

"Le malheur des gens est dû à leur manque de foi en Dieu, et (c'est) parce qu'ils ont abandonné la pratique de la charia, parce que nous avons changé notre mode de vie sous l'influence des Blancs", a-t-il déclaré.

Alors qu'il est estimé qu'Ag Ghali dispose seulement d'environ 300 hommes dans ses rangs, son influence s'élargit. Beaucoup de commandants du MNLA, issus des rébellions antérieures, lui sont encore fidèles, comme le sont les trafiquants de drogue et d'autres groupes islamistes dans la région.

Depuis qu'Ansar Dine a annoncé la charia, il y a eu des informations non confirmées selon lesquelles Ag Ghali voyage avec des leaders d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), le groupe d'Al-Qaïda dans la région. On croit également que le groupe extrémiste au Nigeria, 'Boko Haram', et le Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'ouest opèrent dans la région.

Pendant que les habitants signalent un nombre croissant d'étrangers dans les rangs islamistes, les craintes montent par rapport à l'atteinte imminente de l'objectif d'Ag Ghali de créer un Etat islamique. Beaucoup de femmes maliennes, qui ont joui de la liberté et de l'égalité relative par rapport aux femmes dans d'autres pays de la région, s'inquiètent de ce que cette liberté ne puisse être bientôt une chose du passé.

"Depuis l'arrivée de ces groupes, nous sortons à peine, nous sommes terrifiées par ce qui se passera si nous oublions de faire quelque chose qu'ils nous ont dit de faire", a déclaré à IPS, une vendeuse au marché âgée de 40 ans à Tombouctou, qui a également souhaité rester anonyme.

Par William Lloyd-George